

L'ÉVÉNEMENT

**Mobilisation →** Les responsables syndicaux sollicitent la région et la préfecture.

# Sauvons notre agriculture !

Il n'y a aucun mot pour décrire la mobilisation des 1400 professionnels agricoles, pour la mise en place d'un plan économique régional durable. La dynamique actuelle de notre agriculture ne permet plus de se projeter dans le temps, ce qui semble incompréhensible pour ce secteur d'activités qui occupe la 2<sup>e</sup> source d'emploi de la région. Ce souhait d'une agriculture positive et forte de toutes ses générations, s'oriente vers une demande de visibilité à long terme. Il faut, et nous avons déjà trop attendu, revaloriser les produits de notre région, toutes filières confondues et orienter notre économie locale vers un système de valeur ajoutée certain pour l'avenir.

**Une région qui s'engage sur un projet économique**

Une délégation restreinte a été reçue par le Conseil régional et par le Préfet. Au Conseil régional, J.M. Alexandre, vice-président du Conseil régional, accompagné de J. Darras, directeur de Cabinet du président, ont reçu M. Ruscart, président de la FDSEA du Nord, C. Durlin, président de la FDSEA du Pas-de-Calais, K. Lesaffre, président des JA du Pas-de-Calais, C. Honoré, président des JA du Nord, L. Desbucquois, président de la CRMCCA et C. Antoine, directeur de la FDSEA du Pas-de-Calais.

Nous avons des moyens pour créer une agriculture forte, il est maintenant impératif d'être soutenu par les pouvoirs publics, ce qui n'est pas le sentiment actuel. Il faut pour cela un engagement contractualisé tout au long de la filière pour gagner en compétitivité et donc en retour de valeur ajoutée chez l'agriculteur.

C'est uniquement par l'idée d'un contrat de projet économique que l'agriculture peut s'en sortir. Les JA veulent croire en un avenir sûr, capable de les suivre dans leur souhait de créer de nouvelles entreprises. Aussi, dans cette optique, ils n'envisagent pas leur avenir professionnel sans un coup de pouce en vue d'un contrat gagnant/gagnant, qui restructurerait l'agriculture. Le



Les agriculteurs sont invités à renvoyer la lettre de contestation au ministre de l'Agriculture (rédigée en p.9).

**Un bilan de santé incohérent et incompatible au développement régional**

constat aujourd'hui, ce sont des prêts très longs et une volatilité des prix qui empêchent d'avoir un objectif de vie. Comment garder les richesses dans notre région si l'on fait fuir l'installation et l'emploi ?

Analysons ensemble les amonts et les avals pour offrir à nos professionnels un véritable avenir et ne pas laisser glisser sur la région les aides retirées au domaine agricole. La région s'est engagée pour mettre en place une Conférence régionale agricole. Elle s'engage également pour soutenir un projet de relance de l'activité agricole. Ce qui a été promis, c'est un soutien financier qui sera doublé pour soutenir un projet d'avenir ambitieux. « La Région doit également trouver les complémentarités avec l'État, qui dispose de moyens conséquents pour soutenir un projet estimé à 50 millions », déclare J.M. Alexandre, vice-président du Conseil régional.

En conclusion nos présidents de FDSEA ont clairement demandé l'augmentation de l'engagement du Conseil régional. « À l'heure où l'Europe et l'État n'ont plus de réelle politique agricole, le positionnement des régions pour dynamiser l'emploi agricole est

essentiel », déclare C. Durlin. Pour Marc Ruscart, nous devons tous nous associer à cette volonté de créer une économie régionale de demain, par un suivi régulier et fréquent des actions, engagements et réalisations faites.

**Des discussions difficiles à la Préfecture**

À la Préfecture, le Préfet de région, J.M. Bérard et le DRAF, A. Vernede, ont reçu la même délégation.

Le discours soutenu à la Préfecture beaucoup moins prononcé, laisse beaucoup d'interrogations sur lesquelles nous devons nous pencher. L'action du 11 mars n'est pas seulement une mobilisation dirigée contre le ministre de l'Agriculture, c'est plus que ça, c'est un message qui porte sur la pérennité régionale pour se faire reconnaître comme source de valeur ajoutée.

Les 1400 agriculteurs réclamaient tout simplement des facilités pour travailler. Faire face à la volatilité des prix et à la hausse des charges, ne permet plus aujourd'hui de disposer d'un revenu. Marc Ruscart a déclaré à cet effet qu'il était nécessaire que l'administration signe un contrat de confiance avec les agriculteurs de la région, pour instaurer

une réelle compétitivité et un plan de projection de l'économie agricole. Christian Durlin, quant à lui, dénonce un bilan de santé impossible à appliquer, qui dans la pratique ne donne aucune perspective à l'ensemble des filières. Redynamiser, limiter les effets de la suradministration et mettre en place un plan de perspectives, sont ses maîtres mots.

Le Préfet a apporté les réponses suivantes :

- Concernant le bilan de santé, le Préfet s'est engagé à porter auprès du ministre notre refus catégorique d'utiliser la part des 11 % d'aides couplées non activée.

- Concernant la prime à l'herbe, le Préfet s'est engagé à s'assurer qu'elle soit accessible à tous les éleveurs à l'herbe quel que soit le chargement.

- D'utiliser les retours possibles du second pilier issus de la modulation supplémentaire (bilan énergétique...).

- Mobiliser 20 millions d'euros, incluant le plan sucre, permettant de compléter les dispositifs de soutien aux filières.

- Activer avec la Région une conférence régionale de l'agriculture, pour suivre dans le temps, l'amélioration du fonctionnement des filières.

- Regarder point par point tous les aspects réglementaires relevés et qui posent problèmes auprès des agriculteurs.

Par contre, les représentants professionnels sont sortis déçus du manque de soutien de la Préfecture sur les dossiers environnementaux (zones vulnérables, captages prioritaires...), alors qu'ils ont précisé qu'il était impossible aux agriculteurs de supporter de nouvelles contraintes.

Les professionnels ont terminé en rappelant que la partie était loin d'être terminée et qu'avec les agriculteurs, ils feront les comptes sur l'avancée des nombreux dossiers.

Nous devons rester unis face à ces incohérences du bilan de santé et continuer de soutenir les actions nécessaires à un résultat positif.

C. ANTOINE

**Mobilisation →** 1 400 agriculteurs et 450 tracteurs ont défilé derrière la banderole « Sauvons notre agriculture » dans les rues de la capitale régionale.

# À Lille, une manifestation XXL

Ils sont venus, ils étaient tous là. Dès qu'ils ont entendu l'appel des FDSEA et des JA. Du Pas-de-Calais, neuf autocars ont acheminé les agriculteurs en colère jusqu'au point de rendez-vous de la manifestation régionale qui s'est tenu mercredi dernier à Lille. Dans le département du Nord, c'est en tracteurs que les adhérents de la FDSEA et des JA se sont rendus à Lille, au siège du Conseil régional.

Le rassemblement effectué, après un premier point sur les forces en présence, les organisateurs de la manifestation ont conduit, ban-

deroles en tête, le flot des manifestants jusqu'à la place de la République pour un « sit-in » de plusieurs heures.

Sur le char qui précédait le cortège, de la musique, mais surtout un mouton, un cochon, ou encore des poules, et de la paille pour montrer « que ce sont bien toutes les filières qui sont concernées ». « Oui, cette manifestation est nécessaire » affirme Michel, venu en tracteur du Valenciennois, au milieu de collègues agriculteurs. « C'est l'une des plus belles depuis longtemps. Elle devrait faire date » prévient Pas-

cal, venu du Boulonnais, entouré d'une nuée de ponchos jaunes. Puis à 15 heures, vient le moment de la délivrance. Pas des manifestants qui attendent maintenant depuis plus de deux heures sur la place de la République. Mais des messages de la délégation qui a été (longuement) reçue au Conseil régional, puis en Préfecture (lire ci-dessus).

**Démonstration de force**

« Les discussions n'ont pas été simples » a reconnu Christophe Honoré, président des JA du Nord. Mais elles auront au moins

eu le mérite d'interpeller les pouvoirs publics sur la situation de l'agriculture régionale, « et d'obtenir des promesses de soutien financier de la part de la région » a dit le président de la FDSEA du Pas-de-Calais, Christian Durlin. « Si nous sommes venus à Lille, c'est parce que nous sommes dans la m..., en galère, mais que nous voulons nous en sortir » a rappelé le président des JA 62, Karel Lesaffre.

« Nous avons montré aujourd'hui que nous représentons une force exceptionnelle. Nous n'avons pas réglé tous les problèmes, mais

nous avons montré que nous savons nous mobiliser quand ça ne va pas. Et que nous sommes déterminés à manifester à nouveau s'il le faut. Cette manifestation à Lille est très importante » a martelé le président de la FDSEA du Nord. Et Marc Ruscart de se satisfaire de la démonstration de force : « Nous avons réussi à impressionner les forces de l'ordre, les représentants de l'État et de la Région ». Sans débordement à déplorer, permettant à l'essentiel d'être assuré.